



Monsieur le Directeur Académique,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour étudier les recours « modalité de service » des collègues qui se sont vu opposer à leur demande « la nécessité de service et les moyens du département ». Il faut donc comprendre que **le manque de moyens de l'Education Nationale ne permet pas aux enseignants d'obtenir l'adaptation dont ils ont besoin.**

Car il ne s'agit pas là de caprices de la part de collègues qui souhaiteraient moins travailler. Loin de là. Combien ont demandé un allègement de service, un temps partiel, une disponibilité ? Combien sont refusés ? Sans doute bien plus que le nombre de recours que nous allons examiner aujourd'hui.

Qu'il s'agisse des allègements de service, des temps partiel, des disponibilités, les demandes sont avant tout formulées pour répondre à des besoins : besoin de se soigner, besoin de temps pour des proches, besoin de se réorienter professionnellement, besoin de tenir dans les écoles où les conditions de travail sont de plus en plus compliquées. Le nombre de fiches RSST, d'arrêts de travail, de burn out, de démissions et de réorientations professionnelles en sont autant de témoins.

Nous ne pouvons faire que **le constat de la dégradation sans précédent de nos conditions de travail, de l'état de délabrement de l'Education Nationale** et de son saccage organisé à la manière de ce qui s'est fait à France Telecom, notamment par l'attaque de nos statuts, par les tentatives de mise au pas des collègues (avec les évaluations d'écoles et la Loi Rilhac, PPCR...), par la territorialisation, par la destruction de l'enseignement spécialisé et l'inclusion scolaire systématique avec l'Acte 2 de l'école inclusive, par le gel de nos salaires...

Ce n'est pas un **protocole « santé mentale »** ou un **groupe de travail sur la « gestion de la violence à l'école »** qui changera les choses à la rentrée 2024. C'est à la violence à l'école qu'il faut mettre fin ! Nous ne pouvons pas **continuer à travailler dans ces conditions. Ça suffit !** Plutôt que de mettre en place une énième réforme, un énième protocole, les pouvoirs publics devraient plutôt **répondre à nos revendications**. L'école est à l'agonie : il est temps d'agir et d'imposer un changement de cap, c'est une urgence !

FO exige une véritable rupture dans la politique d'éducation :

- Des postes et des moyens pour l'Education et tous les services publics : NON aux 30 milliards d'économies !
- Abandon du Choc des Savoirs et de toutes les contre-réformes !
- Augmentation générale des salaires !

Et pour aujourd'hui, nous demandons à ce que les moyens nécessaires soient débloqués afin de pouvoir répondre positivement à toutes les demandes de modalité de service de nos collègues.

Je vous remercie.